

Gilet jaune & Bonnet rouge

Ma gauche libertaire et populaire

À ceux qui se croient de gauche parce qu'ils estiment que la gauche ce serait aujourd'hui le combat en faveur des riches des beaux quartiers urbains afin qu'ils puissent acheter des enfants portés par le ventre des femmes pauvres (autrement dit, la gauche de « Mitterrand 1983 », qui serait aussi celle de « Macron 2018 », en passant par celle d'un Hollande quinquennal ; enfin celle qui se nourrit de perpétuelles joffrinades » depuis un quart de siècle) ; à ceux qui estiment qu'ils sont de gauche parce qu'ils trouvent des vertus à la guillotine de 1793 et à la Terreur de Robespierre, aux goulags de 1917 et à son inventeur Lénine, aux charniers de Pol Pot et aux prisons de Castro ou de Mao ; à ceux qui estiment que Trotsky c'est mieux que Staline, alors que Trotsky est l'inventeur de l'Armée rouge et de la répression des marins mutins de Kronstadt qui ont été tués parce qu'ils réclamaient les soviets pour lesquels ils avaient fait la révolution alors qu'ils n'avaient obtenu que la dictature du Parti unique ; à ceux-là, donc, je présente ma gauche libertaire, populaire et populiste : c'est celle des jacqueries paysannes au travers des siècles, c'est celle du socialisme libertaire du XIXe, c'est celle d'un peuple invisible qui incarne la fameuse « décence commune » analysée par George Orwell, un penseur anarchiste récupéré par tout le monde ces temps-ci.

Ces gauches officielles et institutionnelles n'en font finalement qu'une par-delà leurs divergences, car, c'est visible, elles ont condamné toutes les initiatives des Gilets jaunes. La gauche libérale, qui ressemble à s'y méprendre à la droite libérale, estime en effet qu'il en va là d'une manifestation « populiste » ! Ce serait la quintessence de « la France qui roule au diesel et qui clope », selon la désormais fameuse saillie de Benjamin Griveaux, fils d'un notaire et d'une avocate, diplômé de Sciences Po et d'HEC, candidat malheureux à l'ÉNA, désormais porte-parole macronien du gouvernement, après avoir été compagnon de route de Strauss-Kahn et membre du cabinet de Marisol Touraine chez Hollande. Un homme nouveau, comme chacun peut s'en rendre compte...

De même, chez les syndicalistes, on prétend comprendre le mécontentement, mais on ne s'associe pas à la manifestation du 17 novembre 2018. FO, la CFDT et la CGT n'iront pas. Pour quelles raisons ? Afin de ne pas participer à un événement soutenu par Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan. Même son de cloche chez Jean-Luc Mélenchon, donc chez les prétendus insoumis qui aiment le peuple, bien sûr, pourvu qu'il se taise quand le Lider Maximo parle en son nom, même s'il lui coupe la parole dès qu'il se mêle de donner son avis tout seul...

Or, avec cette débandade politicienne et syndicale, on comprend bien que, copains comme cochons, les institutionnels de la politique et du syndicalisme ne le diront pas, mais ils craignent pour la démocratie représentative dans laquelle ils prospèrent comme des vers dans un fromage, parce que la démocratie directe, celle des Gilets jaunes aujourd'hui, celle des Bonnets rouges hier, empêche les professionnels de la politique de parler haut et fort pour le peuple alors que, dans le même temps, ils agissent sournoisement contre lui – comme par exemple en n'étant pas à ses côtés ce 17 novembre.

Ce peuple sans tête et sans nom, sans visage et sans représentants, sans grandes gueules et sans débats télévisés, sans médias subventionnés par l'État et sans éditorialistes dans la presse parisienne, sans maisons d'édition et sans radios d'État du service public, sans subventions européennes et sans associations lucratives financées par le même État, sans parti avec ses fausses factures et ses prises illégales d'intérêt, ce peuple-là, donc, c'est la grande peur des bien-pensants qui, de droite et de gauche, socialistes et libéraux, communistes et écologistes, centristes et robespierristes, siègent à l'Assemblée nationale et au Sénat, disposent de ministres, de Premiers ministres et de chefs de l'État qu'on voit aux manettes depuis plus de trente ans et dont l'impéritie n'est plus à démontrer ! Mélenchon a raison : il faut dégager cette classe politique, mais la sienne comprise et lui le premier...

Ces idéologues qui vivent du système en faisant sa critique policée et gentille, courtoise et théâtrale, hypocrite et complice sur les plateaux de télévision relèvent de la guignolade et de la pantalonnade. Ce cirque est visible après la fin du direct. Ceux qui se sont traités de tous les noms devant les caméras, qui se sont écharpés et parfois rudement se tutoient, s'embrassent, se tripotent, rient ensemble une fois le spectacle terminé. Or, une fois le spectacle terminé, ce peuple sans visage continue à souffrir et à trimer, à travailler et à peiner pour joindre les deux bouts, c'est lui qui se trouve en première ligne de cette guerre menée contre les gens simples par les « élites », comme il est dit, qui les sacrifient pour une assiette de lentilles...

Par exemple : sans rire, Raquel Garrido, grande insoumise par-devant Lénine et Fidel Castro, qui publie un livre chez Michel Lafon. Rappelons pour ceux qui l'ignoraient que Michel Lafon est l'éditeur du *Manuel de guérilla médicale* de Rika Zarai, un opus fameux et célèbre dans lequel elle faisait l'éloge des bains de siège, un livre plus connu sous son autre titre : *Ma médecine naturelle*... Quel est le titre de l'ouvrage de Mme Garrido ? *Manuel de guérilla médiatique*. Elle y explique comment elle reste une véritable insoumise, bien que très généreusement payée par Vincent Bolloré ! En voilà une qui, bien sûr, ne défilera pas en province avec les Gilets jaunes, par pureté antifasciste évidemment, voire par pureté tout court, chacun sachant combien cette avocate n'est jamais que l'avocate de sa seule cause personnelle. *Le Canard enchaîné* nous en donne régulièrement des preuves sous forme d'un presque feuilleton...

Les Gilets jaunes, comme les Bonnets rouges, font l'économie de ce petit personnel de la politique politicienne. Comment pourraient-ils être aimés d'eux ? Ils passent par-dessus la tête de ces gens qui se goinfrent au banquet des bien-portants du système et qui vivent dans les beaux quartiers, mangent à leur faim, boivent de bons vins, achètent des produits bio et dégustent du quinoa, qui ont recours aux notes de frais pour payer leurs restaurants qui sont rarement des gargotes, qui ne règlent jamais leurs taxis, pris en charge par leurs boîtes, qui fréquentent la même petite société des décideurs ! Il n'y aurait rien à leur reprocher de vivre ainsi si, le jour venu, ces gens-là se trouvaient réellement, vraiment, concrètement, aux côtés

des gens qui souffrent de la politique libérale de la droite et de la gauche. Cette France d'en bas fait savoir sa souffrance modestement, simplement, sans grands mots et sans longs discours, sans idéologie et sans bla-bla, juste en disant des choses simples et en arborant ce gilet fluorescent qui signale un danger.

Ils savent bien que la transition écologique invoquée pour justifier ces augmentations, c'est très bien, mais comment fait-on sans voiture quand on habite une ville qui n'est pas équipée de transports en commun ? Le boulanger du Cantal devrait-il faire ses livraisons en métro ? L'infirmière bretonne, ses visites dans la campagne du Trégor en tramway ? Le plombier, ses déplacements dans le bocage ornaïs avec ses outils en train de banlieue ? Et le visiteur médical de Corrèze, devrait-il faire ses milliers de kilomètres mensuels en trottinette électrique ? Sinon à vélo pour les urgentistes d'un village des Pyrénées ? La femme qui va accoucher dans les Ardennes devrait-elle se rendre à la maternité en rollers ou en skate ? La France ne se réduit pas à une poignée de mégapoles : Paris, Lyon, Marseille, Toulouse, Bordeaux. Car, après, en dehors, au-delà, en plus de ces villes tentaculaires, il existe en France un peu plus de 35 000 communes. Des millions de gens vivent à l'extérieur des mégapoles : peut-on exiger d'eux la trottinette de la transition énergétique comme horizon indépassable ?

L'augmentation du prix de l'essence, pas besoin d'avoir fait de hautes études pour le comprendre, c'est l'augmentation des impôts indirects payés par les plus modestes, alors qu'Emmanuel Macron distribue de l'argent en quantités astronomiques aux assujettis à l'impôt sur la grande fortune. Cette taxe sur le carburant, c'est l'impôt dont on est sûr qu'il sera payé par des gens dépourvus des moyens d'organiser, comme on dit, l'optimisation fiscale de leurs revenus, qui ne peuvent ouvrir un compte en Suisse, qui ne peuvent créer des sociétés à la pelle afin de noyer la traçabilité de leur fortune, ou qui, bien sûr, ne peuvent avoir recours aux paradis fiscaux – comme Johnny Hallyday ou Charles Aznavour, résident fiscal suisse auquel le président de la République a récemment rendu hommage dans la Cour des Invalides en faisant déposer un drapeau bleu blanc rouge sur son cercueil ! Après le discours à l'église de la Madeleine pour le chanteur dont l'album posthume a pour titre *Mon pays c'est l'amour*, mais qui, en matière de pays, préférerait concrètement vivre en Suisse ou aux États-Unis, puis l'éloge présidentiel pour cet autre chanteur qui avait créé une société au Luxembourg afin d'éviter le fisc français ou arménien, ce qui aurait été plus raccord idéologiquement avec son discours public, on comprend que la France d'en haut puisse organiser un genre d'insolvabilité fiscale en matière d'impôt, via Gstaad ou le Luxembourg, *avec la bénédiction post-mortem du chef de l'État*. Avec Emmanuel Macron, le petit contribuable qui vit à la limite du seuil pauvreté n'échappera pas à l'impôt, lui, puisqu'on le lui prélèvera directement dans la station-service où il sera obligé de faire le plein de sa voiture parce qu'elle est son instrument de travail... Macron taxe donc bien le travail des ruraux, mais pas le capital des chanteurs domiciliés en Suisse¹.

Le dérèglement climatique a bon dos, et puis il présente le formidable avantage d'être politiquement correct dans la quasi-totalité des foyers dressés à ce catéchisme depuis des années. Pour l'heure, il s'avère le meilleur allié du libéralisme sauvage, puis de la défense des riches que Macron et les siens enrichissent, et de la taxation des pauvres que Macron et

¹ Voir l'article de Romaric Gaudin dans Mediapart 2018 : « Les voies luxembourgeoises de la fortune des Aznavour. »

les siens appauvrissent... Si l'on veut vraiment agir sur la transition écologique, alors qu'on n'oublie pas les pollueurs industriels français qui sont étrangement épargnés par Macron et les siens. Nicolas Hulot ne me contredirait pas !

Comment combattre cette « lèpre » de la France périphérique ? En salissant ce mouvement pour éviter qu'il fasse entendre ce qu'il a à dire. Toujours en vertu de l'adage, décidément de plus en plus d'actualité, selon lequel « le sage montre la lune, l'imbécile regarde le doigt », la presse institutionnelle dispose d'une technique éprouvée : déconsidérer le demandeur afin de déconsidérer la demande. De quelle manière ? Il suffit d'en faire des beaufs de la campagne, des crétiens des champs, des incultes des bocages, des demeurés de la ruralité, des sous-diplômés des sous-bois. C'est l'argument qui triomphe depuis que les bobos parisiens de droite et de gauche vantent les mérites de l'État libéral maastrichtien – on a l'habitude ! C'est donc la France des buveurs et des clopeurs, des chasseurs et des automobilistes qui porte le gilet jaune. Ces gens-là, rendez-vous compte, ne boivent pas de Spritz sur les terrasses de Saint-Germain-des-Prés, ils ne fument pas de pétards dans les appartements chics du Marais, ils ne sont pas végans dans des lofts avec vue sur la tour Eiffel, ils ne roulent pas en trottinette électrique garée près de la mairie de Paris, ce sont donc bel et bien des ploucs, des paysans, des pécores, en un mot : des barbares...

Ce mouvement sans tête à décapiter, il a bien fallu lui en trouver une ! Une vidéo plébiscitée par presque six millions d'internautes, dit-on, a propulsé une femme sur le devant de la scène. Le journal *Vingt minutes* en fait la « porte-parole officieuse [sic] du mouvement des Gilets jaunes » (9 novembre 2018).

Mais qu'est-ce qu'une *porte-parole officieuse* ? L'équivalent du vin sans alcool, d'une moustache sans poils, d'un banquier généreux, d'un BHL sérieux, d'un Macron gaulliste ou de toute autre impossibilité logique ! Car, si l'on est porte-parole, on l'est officiellement, et adoubé par des gens qui mandatent au vu et au su de tout le monde ; si on l'est officieusement, c'est que certains ont intérêt à choisir cette dame plus que d'autres qui sont pourtant nombreux à rendre possible ce mouvement de réelle insoumission sur la toile.

Il se fait que cette dame que les médias officiels viennent chercher est parapsychologue, hypnothérapeute, et qu'elle relaie également les informations fantaisistes et complotistes de ceux qui croient que les traînées de vapeur laissées dans le ciel par les avions le sont sciemment par des gouvernements qui nous intoxiquent en répandant de mystérieux produits...

Dès lors, toute opposition à cet impôt sur les plus modestes via l'augmentation de l'essence est à ranger dans le registre des fictions complotistes ! Si cette idiote est plébiscitée par des gens, c'est que ces gens sont des idiots et que leur combat est idiot : CQFD. Il ne viendrait pas à l'idée des journalistes du système de considérer que, si cette dame avait été psychanalyste (c'est le nom qu'on donne à la parapsychologie quand on quitte les villes et qu'on se déplace au-delà du périphérique parisien...), son propos aurait mérité d'être invalidé. Au contraire : il aurait été validé plus encore... Cette femme est une personne parmi des millions d'autres et, puisqu'elle ne porte pas la parole de la totalité de ceux qui vont se rassembler le 17 novembre, sauf pour des journalistes en quête de têtes à couper ou de cause à salir, elle est à entendre sur cette seule question de l'augmentation du prix de l'essence, pas sur ses goûts pour la parapsychologie, qu'elle soit freudienne ou non, sa couleur préférée, ou sa théorie des vapeurs célestes.

Cette jacquerie, comme celle des Bonnets rouges, me plaît. Car elle montre qu'il existe en France, loin de la classe politique qui ne représente plus qu'elle-même, des gens ayant compris qu'il y avait une alternative à cette démocratie représentative qui coupe le monde en deux, non pas la droite et la gauche, les souverainistes et les progressistes, les libéraux et les antilibéraux, non, mais entre ceux qui, de droite ou de gauche, exercent le pouvoir, et ceux sur lesquels il s'exerce – peu importe qu'ils soient de droite ou de gauche.

Que ceux sur lesquels il s'exerce disent non à ceux qui l'exercent, voilà des travaux pratiques réjouissants qui s'inspirent de La Boétie, qui écrivait dans son *Discours de la servitude volontaire* : « Soyez résolus de ne servir plus et vous voilà libres ! » C'est l'impératif catégorique d'une gauche libertaire et populaire, populiste même si l'on veut, car je ne crains pas avec ce mot de dire que j'ai choisi le camp du peuple contre le camp de ceux qui l'étranglent : il n'y a que deux côtés à la barricade.

Que cette force qui se lève fasse attention au pouvoir qui va avoir à cœur de la briser, de la casser, de la déconsidérer, de la salir, de l'anéantir, de la circonscire. Il va faire sortir des figures pour mieux les acheter. Ce pouvoir a intérêt à des débordements – il y a toujours des « Benalla » prêts à mettre la main à des dérapages utiles à ceux qui ont besoin du spectacle médiatique de la violence sociale pour l'instrumentaliser. Il va allumer des contre-feux avec des mesurette d'accompagnement en distribuant des chèques de charité. Il va agiter l'épouvantail du poujadisme, du populisme, de l'extrême droite, du pétainisme. L'avenir dira ce qu'il aura été possible de faire avec cette essence...

« Radio-Paris ment, Radio-Paris ment »...

Mercredi 14 novembre 2018. Je regarde le journal de treize heures sur le service public. On y annonce que le gouvernement double la prime qui permettrait aux ménages les plus modestes de changer de voiture. Elle était de 2 000 euros, elle passe à 4 000. Bien. Mais combien coûte une voiture politiquement correcte ? Je veux dire une voiture hybride, une voiture électrique ? 20 000 ou 25 000 euros. Soit cinq fois l'allocation. Comment un ménage modeste peut-il investir autant d'argent dans une voiture ? On se moque vraiment du monde !

Quand Alphonse Allais disait qu'il fallait construire les villes à la campagne, il faisait sciemment de l'humour. Mais quand Emmanuel Macron estime que les pauvres devraient acheter et consommer comme les riches, il n'a même pas l'excuse d'être drôle... Il montre une fois de plus qu'un homme qui a travaillé dans la banque haut de gamme ignore ce que signifie vivre avec de petits revenus.

Ce midi, le service public a consacré une émission destinée à nous faire prendre la vessie médiatique pour une lanterne politique. Comme chaque jour que Maastricht fait, il s'agissait d'éclairer sournoisement l'électeur avec le catéchisme macronien. Avec 4 000 euros, nous dit le journaliste à l'aide d'une animation sur écran, quiconque décide d'acheter une voiture à 5 000 euros n'aura que 1 000 euros à sortir de sa poche. Bien, très bien... Mais sait-il à quoi ressemble une voiture de 5 000 euros, monsieur le président, quand on a une famille à transporter ? C'est une guimbarde qui marche avec une éolienne sur le toit ou une voiture à pédales... J'écoute ce reportage et je me dis que, décidément, Macron a des amis zélés au service politique de France 2 ! Cela dit, il faut bien qu'on voie de temps en temps pourquoi et comment les patrons des médias du service public sont nommés par le pouvoir...

Je regarde le soir l'intervention du fameux président de la République. Nous ne sommes plus dans la grande rigolade du doigt d'honneur antillais, mais dans les soutes du porte-avions *Charles de Gaulle* enfin sorti du garage où il avait fini par rouiller. Quelques jours plus tôt, devant un parterre de criminels de guerre planétaires haut de gamme, Jupiter faisait l'éloge de la paix avec des trémolos dans la voix. Trois jours plus tard (non sans avoir continué à vendre entre deux des armes de guerre à l'Arabie saoudite afin qu'elle puisse tabasser le Yémen...), il s'affiche comme chef de guerre dans un décor de bombardiers ! « Bonjour tristesse », comme il dit lui-même, mais pour les autres ! Macron illustre bien le principe de la novlangue d'Orwell : « La paix, c'est la guerre » ! Nous vivons bien dans le régime de 1984...

Cette fois-ci, le président qui aime la banque et les riches s'exprime non pas sur le service public, comme sa fonction devrait l'y obliger, mais franchement sur la concurrence privée :

il s'affiche sur TF1 ! Et je n'en crois pas mes yeux quand je l'entends reprendre le soir sur TF1 l'argumentaire entendu plus tôt dans la journée sur France 2 ! Et rebelote : « Quiconque a envie d'acheter une voiture à 5 000 euros n'aura que 1 000 euros à sortir de sa poche après que la subvention a été doublée en passant de 2 000 à 4 000 euros » ! J'écarquille les yeux... Macron se ferait-il le ventriloque du journaliste du service public ?

Non ! Je ne peux imaginer que cet exemple précis, avec ces chiffres précis, livrés clés en main par le journaliste du service public, aurait été repris par le président de la République qui l'aurait trouvé bon, juste, pertinent, efficace, après l'avoir entendu dans le journal de midi qu'il aurait regardé en charentaises ! Il n'y a donc qu'une seule explication : si Macron ne copie pas le journaliste, c'est que le journaliste a répété un élément de langage donné par l'Élysée !

Je souris quand j'entends les bonnes consciences du jour parler de cette sinistre époque où la télévision gaulliste était aux ordres de l'Élysée mais qui ne voient pas qu'aujourd'hui les médias du service public sont toujours à la botte du pouvoir ! Les journalistes du service public roulent dans la même voiture que le président de la République. Jadis, outre-Rhin, on nommait « propagande » ce genre de bétailère. Qu'on se rassure : ce véhicule de guerre idéologique ne pollue pas les rues, mais juste les consciences et les intelligences, l'esprit critique et la lucidité. Il tue lui aussi, mais avec des particules pas bien fines.

Quand je vois ces ratages de la communication présidentielle, je ne peux m'empêcher de chanter une petite musique des années 1930, tiens, puisque c'est à la mode ces temps-ci de renvoyer à ces années-là. C'est celle qui disait : « Radio-Paris ment, Radio-Paris ment, Radio-Paris est allemand ! » Roule ma poule...

3

« Le peuple qui souffre, mais qu'il est con² »

Fort avec les faibles, faible avec les forts

Le mot d'ordre du libéralisme tellement désireux que le marché, donc l'argent, fasse la loi partout, c'est vraiment : « Fort avec les faibles et faible avec les forts » ! Emmanuel Macron et les siens nous en fournissent la preuve à jet continu, mais plus particulièrement ces derniers jours dès qu'ils s'expriment sur les Gilets jaunes. On voit en effet s'agiter sur leurs chaises et faire sous eux les journalistes et la classe politique, les éditocrates et les « politologues », les « sémiologues » de la Chaîne parlementaire (financée par l'argent public...) et les collaborateurs de Libération (financé par l'argent public...), les syndicalistes et les élus qui siègent à Paris.

Un certain Jean Quatremer, délégué à la propagande de l'Empire maastrichtien à Libération et sur la Chaîne info (argent public là aussi, là encore...), a clairement révélé sur son compte Twitter ce qu'était la ligne de son journal : le 9 novembre, ce monsieur qui est le correspondant Europe pour Libé écrit en effet : « Le peuple qui souffre, mais qu'il est con. » Le 10 novembre, toujours du même, concernant les Gilets jaunes : « Je confirme qu'il s'agit d'un mouvement de beaufs – j'ajoute poujadiste et largement d'extrême droite, au vu de la violence des réactions et du niveau de la "pensée" des Gilets jaunes (après les Bonnets rouges : c'est curieux ce goût pour les attributs ridicules). » Puis : « Ce mouvement de beaufs me sort par les oreilles. Et les télés qui en rajoutent et en rajoutent. » Le 12 novembre, du même : « Le 17 novembre, c'est une journée magique : tous les beaufs vont être faciles à reconnaître grâce à leur gilet jaune ! » On comprend que ce « journaliste », qui n'aurait pas de salaire si l'argent du contribuable, y compris les beaufs qui paient leurs taxes, dont celle de l'essence, ne lui permettait son salaire³, aimerait, comme Saint-Just, que ce peuple n'ait qu'une seule tête afin de la lui faire sauter dans la sciure. C'est le signe distinctif de tout dévot de l'Empire maastrichtien.

² Jean Quatremer, journaliste à Libération, 9 novembre 2018.

³ On peut lire en effet dans Check-news. fr du 12 mars 2018 : « *Libération* touche une aide que ses concurrents directs (*Le Monde*, *Le Figaro* et *Aujourd'hui en France* par exemple) n'ont pas : l'aide au pluralisme. *Libé*, *La Croix* et *l'Huma* sont les seuls quotidiens nationaux (avec les journaux pour enfants *Mon Quotidien* et *Le Petit Quotidien*) qui bénéficient de l'aide au pluralisme. [sic, sic, sic...] » Prière de ne pas rire à cette information que *Libé* (le journal des beaufs de gauche), puisque désormais le combat se fait entre beaufs...) contribue au pluralisme de la presse comme *La Croix* (le journal des beaufs de l'eau bénite !), *l'Humanité* (le journal des beaufs du pacte germano-soviétique).

Emmanuel Macron, sur le porte-avions Charles de Gaulle, le Premier ministre Édouard Philippe, le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, jadis joueur de poker à Marseille⁴ où il connaissait bien le milieu qui le connaissait bien lui aussi, l'ont fait savoir chacun leur tour : le mouvement des Gilets jaunes aura contre lui la police, l'armée, les CRS, les renseignements généraux et la troupe.

Ils n'ont pas ajouté : « la presse aussi », car ça aurait été un peu trop gros, mais il faut l'ajouter, car la presse maastrichtienne n'a pas perdu de temps à matraquer le gogo avec les éléments de langage fournis par l'Élysée : quiconque se rendra à cette manifestation du 17 novembre qui se propose de bloquer la circulation, sans entraver celle des urgences et des secours, est susceptible d'une interpellation policière et encourt une série de problèmes avec la justice : des amendes, des points retirés ou une annulation du permis et autres joyeusetés coûteuses à plaider devant un tribunal.

Un reportage télé a montré comme une information ce qui était en fait une menace politique à peine déguisée : un vieux monsieur qui travaillait au filtrage d'un péage en Bretagne a jeté l'éponge par crainte de voir son permis annulé... « Gilets jaunes, nous avez-vous bien compris ? » éructe l'armée macronienne comme un seul homme. La France pays des droits de l'homme ? Pays du droit de grève ? Pays de la liberté ? Pays de la liberté de conscience ? Pays de la liberté d'expression ? Pays de la liberté d'opinion ? Vous voulez rire. Avec Macron, tout ça, c'est fini, bien fini, n-i, ni.

Car, dites-moi, a-t-on jamais entendu Emmanuel Macron, Édouard Philippe et Christophe Castaner annoncer, pas forcément d'un porte-avions avec un Rafale en fond d'écran, que tous les territoires perdus de la République allaient désormais trouver en face d'eux les services de renseignement, l'armée, la police, les CRS, la troupe quoi – je ne parle pas même de la presse, ne rêvons pas... –, afin que ces territoires reviennent simplement à la république et qu'on y obéisse de nouveau à la loi républicaine ? Non. On ne les entendra pas. Car : le trafic de drogue, les bagarres meurtrières entre bandes rivales, les règlements de comptes avec des armes à feu, l'usage quotidien des armes blanches, les viols en tournante, la phallocratie, la misogynie et l'homophobie du caïdat, les crimes antisémites commis en invoquant l'islam, les incendies de voitures, les attaques de policiers dont on brûle les voitures, celles des pompiers et des médecins venus aider et soigner les gens, les braquages de professeurs, tout ça, ce sont pourtant, comme chacun le sait, des méfaits imputables aux Gilets jaunes, donc à l'extrême droite... Puisque la presse subventionnée par l'État vous le dit, pourquoi voudriez-vous ne pas la croire ?

P-S : Concernant Quatremer, Jean, j'apprends que « dès le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, il soutient Emmanuel Macron et effectue un don à La République en marche⁵ ». Libération est vraiment un nid de rebelles...

⁴ <https://www.planet.fr/politique-banditisme-poker-le-passe-houleux-dun-ministre-de-macron.1570989.29334.html>

⁵ Robin Andraca, « Quatremer soutient Macron (mais ne le répétez pas) », arretsurimage.net, 15 mars 2017.

4

De la joffrinadologie

Je vais essayer de penser comme Laurent Joffrin, le patron de *Libération*. Vous me direz, ça n'est pas bien compliqué, car, qui peut le plus peut le moins ! En effet... Avec cet exercice de style, je n'ai pas l'impression d'avoir à grimper un sommet intellectuel himalayen.

Joffrin pense avec deux neurones. Au-delà, il craint la surchauffe... Dans son cerveau, il y a le bien (progressiste) et le mal (populiste). Le bien, c'est ce qu'il pense à un instant t – car tout dépend de l'instant chez ce monsieur chez qui, le croirait-on, il y eut un instant Chevènement ! Il y eut d'autres instants t chez lui. Mais il se cramponne depuis longtemps à l'instant t dit « Bernard Tapie ». C'est celui du « Vive la crise ! ». Souvenez-vous, c'était, sous Mitterrand qui se ralliait à la droite, un Joffrin s'y ralliant lui aussi. Pour ceux qui en douteraient, le « Vive la crise ! » de 1984 a été longuement discuté en conférence de rédaction. Il y avait alors un combat avec ceux qui estimaient que « Salauds de pauvres ! » disait plus et mieux la nouvelle ligne de *Libération*. Mais les cyniques, soutenus dans ce combat par le directeur commercial, le responsable des publicités, le chargé des relations avec la banque, mais aussi par BHL et Yves Montand, DSK et Anne Sinclair, Alain Minc et Jacques Attali, Kouchner et Glucksmann père, ont estimé que ce message vraiment trop clair risquait d'entraîner une hémorragie des lecteurs qui se croient encore de gauche en souscrivant aux idées européistes et libérales de Giscard seulement parce qu'ils achètent *Libération*, un journal fondé par un Sartre qui, déjà à cette époque, adorait les terroristes palestiniens qui butaient du Juif à Munich.

Le mal, chez Joffrin, c'est tout ce qui s'oppose au slogan « Salauds de pauvres ! » C'est simple...

Jean Quatremer semble moins fin que Joffrin, ce qui n'est pas peu dire. Vous me direz, pour être correspondant de *Libération* à Bruxelles, il faut un cerveau de ce calibre. Ils sont parvenus à le trouver... C'est lui. Lui, par exemple, dit clairement quelle est la ligne de son journal : « Le peuple qui souffre, mais qu'il est con. » Voilà, ça, c'est du Joffrin, le courage de la bêtise en plus ou l'hypocrisie du souci de l'actionnaire en moins...

Ici commence mon pastiche intellectuel : il va prendre la forme d'un faux syllogisme, car, par sa forme qui en impose, c'est ce qui permet le mieux de faire passer un fond foireux.

Pareil sophisme est un prototype des fake news que *Libé* prétend démonter dans la rubrique même où le journal met les siennes sur orbite...

*Jean Quatremer traite de connards les Gilets jaunes
Or une femme portant le Gilet jaune a été écrasée
par une quatremerdienne en 4x4 BMW
Donc Jean Quatremer applaudit l'écraseuse...*

Où l'on voit qu'à penser comme Joffrin, on pense court – haut et court, mais mal... Il vaut mieux, donc, échapper à ces logiques de mirlitons, à ces sophismes mondains, à ces paralogismes parisiens. Quatremer roule clairement pour Macron et pour Joffrin, or Joffrin semble être le nègre de Hollande⁶, donc *Libération* est bel et bien, et depuis longtemps, le bulletin paroissial de l'Europe libérale. Autrement dit : le contraire d'un journal de gauche, mais clairement un média qui nourrit les électeurs du Rassemblement national, ex-Front national, qui sont les premières victimes de l'Empire maastrichtien... Un bulletin paroissial, faut-il une fois de plus le rappeler, que le contribuable finance avec ses deniers, taxes essence comprises⁷.

Je me réjouis que cette chronique génère assez probablement une réponse fielleuse dans *Libération*, une réponse qui fera les choux gras de Claude Askolovitch dans sa revue de presse sur *France Inter*, une radio du service public elle aussi subventionnée par le contribuable. Il y aura aussi la presse moutonnaire (peut-être même, ce serait la gloire, un nouveau bloc-notes de BHL, un mort qui ne le sait pas, mais qui annonce la mort depuis longtemps des plus vivants que lui !), dont chacun voit de plus en plus et de mieux en mieux pour quel patron elle travaille : l'argent des progressistes mais jamais au grand jamais le peuple des populistes.

⁶ « François Hollande partagerait les droits d'auteur de son livre avec Laurent Joffrin » : <https://twitter.com/bfmtv/status/999566293127847936?lang=fr>

⁷ Quels sont les journaux les plus aidés par l'état ? Classement des subventions versées à la presse écrite : <https://actufinance.fr/actu/aides-journaux-suventions-presse-6967604.html>

5

Une semaine en jaune

Tout à leur entreprise de désinformation, les chaînes qui tournent en boucle leur propagande anti-Gilets jaunes ont commencé la semaine en faisant savoir que, le lundi, la mobilisation avait beaucoup baissé, que les occupations étaient moins nombreuses, etc., etc. Faut-il préciser à ces néojournalistes que ce petit peuple exprimant sa souffrance ne peut manifester sur la longue durée comme peuvent le faire les fonctionnaires ? Certes, les agents de l'État perdent de l'argent (quand le syndicat ne négocie pas, c'est parfois dans son plan, un paiement du temps de certains jours de grève...), mais jamais leur travail. Alors que les Gilets jaunes perdent et de l'argent et leur travail s'ils s'installent durablement sur les ronds-points parce qu'ils ont une profession modeste, voire un employeur qui n'hésiterait pas à les licencier si d'aventure ils ne venaient pas travailler. Pour les Gilets jaunes, c'est la double peine. Mais les néojournalistes préfèrent titrer sur « le mouvement qui s'essouffle » dès le premier jour de la semaine.

Ensuite, ils insistent sur les accidents causés par les Gilets jaunes. Là aussi, là encore, il s'agit de discréditer le mouvement. Il ne vient pas à l'idée de ces néojournalistes que ce sont la plupart du temps non pas des accidents provoqués par les Gilets jaunes mais par ceux qui refusent les Gilets jaunes ! Car le filtrage, et non l'immobilisation, exige des gens un peu de leur temps et non, comme il fut dit, des nuits passées dans des véhicules. De sorte que ceux qui s'énervent parce qu'on les ralentit et le font savoir de façon agressive, parfois en fonçant dans la foule, font naître l'énervement des Gilets jaunes. Il y a toujours un internaute bien inspiré qui filme et met en ligne afin de faire savoir que tel incident dans tel endroit est représentatif de la totalité du mouvement de revendications. La création d'un hashtag pour mettre en ligne toutes ces scènes bout à bout fait les choux gras de cette télévision qui jouit de relayer les éléments de langage venus de l'Élysée et du ministère de l'Intérieur : ce mouvement est entièrement raciste, totalement antisémite et absolument homophobe !

Par ailleurs, la valse des récupérations ayant commencé, il est de bon ton d'associer à Marine Le Pen ce mouvement qui n'a pas de chef, pas de tête – donc pas de leader à acheter ou à qui proposer un poste dans une commission, une entrée au Conseil d'État ou un statut de chargé de mission très bien rémunéré ; on souligne, surligne, puis souligne et surligne encore que le mouvement procède de Marine Le Pen, donc, à l'aide de force joffrinades, du nationalisme, du vichysme, du pétainisme, du fascisme.

C'est dans cet ordre d'idées que BHL commente le mouvement. Il tient les mêmes propos que Castaner. Dans une dégustation à l'aveugle, on pourrait douter de qui est qui ! À part dans les dictatures brunes ou rouges, c'est un cas rare de philosophe qui se fait le ventriloque d'un ministre de l'Intérieur – ou l'inverse.

En clôture de la Convention nationale du Conseil représentatif des institutions juives de France, BHL a expliqué « qu'il s'est là incontestablement passé quelque chose ». Nous étions le dimanche 18 novembre, la veille, il avait pourtant écrit dans un tweet :

« Poujadisme des Gilets jaunes. Échec d'un mouvement qu'on nous annonçait massif. Irresponsabilité des chaînes d'info qui attisent et dramatisent. Soutien à Macron, à son combat contre les populismes et à la fiscalité écolo » (17 novembre 2018). Il est vrai que le lendemain, il écrivait aussi : « Il s'est passé quelque chose de très important. Parce qu'un mouvement est inorganisé, auto-organisé, sans chef, il serait sans lendemain, sans identité politique ? Je ne crois pas. S'est produit, hier, un événement politique majeur. » Le 17 : ce mouvement était un « échec » ; le lendemain, il est « majeur »... C'est sur cette ligne que BHL continue. Son discours mobilise la *Critique de la raison dialectique* de Sartre et *Mythologies* de Roland Barthes, *l'Iliade* d'Homère et *l'Éthique à Nicomaque* d'Aristote, le *Gorgias* de Platon et la Bible des Septante, l'Ancien Testament et le Talmud, le *Traité des passions de l'âme* de Descartes (« de mémoire l'article 202 », dit-il car, bien évidemment, il en connaît les 212 articles par cœur...), *l'Éthique* de Spinoza et le *Léviathan* de Hobbes, Jean-Claude Milner et Drieu La Rochelle, pour accoucher d'une souris phénoménologique : les Gilets jaunes, ce sont les ligueurs fascistes de 1934...

Or ces Gilets jaunes, quand les casseurs ne les infiltrent pas avec la bénédiction du pouvoir, sont juste des gens modestes qui font savoir qu'à l'approche de Noël ils vont avoir du mal à offrir des cadeaux à leurs enfants ou à leurs petits-enfants. Sont-ce des fascistes qui veulent abolir la République ? Non. Ce ne sont rien d'autre que des citoyens qui veulent la restaurer depuis que l'État maastrichtien l'a abolie...

On ne me fera pas croire que le pouvoir n'apporte pas son soutien aux casseurs. Car, la chose était visible sur toutes les télévisions qui retransmettaient l'événement en direct, ce pouvoir a laissé certains individus dépaver l'avenue des Champs-Élysées sans intervenir et ce, comme par hasard, devant les caméras de télévision ! Il me semble que, si l'on voit des gens desceller des pavés, ça n'est pas pour emporter un souvenir de Paris chez eux mais, comme la suite l'a montré, pour les envoyer sur la police. Le mieux pour éviter qu'un pavé ne parvienne sur le visage d'un CRS, c'est de le laisser là où il est, à savoir dans la rue, et d'empêcher les dépaveurs de préparer leur forfait en présence des caméras de BFM ! Par ailleurs, on ne parviendra pas à me convaincre que les forces de police ne pouvaient pas encercler ces manifestants violents afin de les interpellier si l'ordre leur en avait été donné. Ils ne l'ont pas fait, c'est donc que le pouvoir voulait que ceux-là dépavent et jettent ensuite leurs pavés sur les forces de l'ordre et sur les magasins. Le lendemain d'ailleurs les chaînes que l'on sait faisaient des micros-trottoirs devant les boutiques de luxe dont les vitrines avaient été cassées – probablement au pavé... – pour ne sélectionner que des témoignages de déploration : « C'est une honte ! », « Quelle image donne-t-on à l'étranger ? », « Quelle misère de détruire ainsi des instruments de travail ! », etc.

Le pouvoir veut discréditer le mouvement, c'est entendu. Cachant mal leur joie, les journalistes n'ont cessé de poser la question : « Est-ce que le mouvement qui bénéficie d'un fort soutien dans la population conservera cette faveur après ce déchaînement de violence ? », comme il fut dit d'une chaîne l'autre. On voyait bien que les néojournalistes se retenaient d'ajouter : « On espère bien qu'il va le perdre, ce soutien, d'ailleurs on fait tout pour ça, c'est notre boulot et on est payés pour ça... »

Tous ceux qui veulent absolument fasciser le mouvement n'imaginent pas ce qu'est une vie modeste ou une vie de pauvre. Gérald Darmanin, par exemple, qui endosse la soutane de l'abbé Pierre pour mieux cacher sa peau de requin de la politique politicienne, feint de comprendre que la vie est dure pour les gens puisque la note moyenne d'un restaurant

parisien est de 200 euros sans les vins – ça, ce sont les cantines du patron de *Libé* ou de BHL, sinon du journaliste Maurice Szafran⁸ mieux connu pour ses notes de frais que pour son œuvre complète...

Il y eut ensuite Nicolas Hulot effectuant, comme on l'a dit, sa « rentrée politique » – ce qui paraît bien étrange de la part de quelqu'un qui a fait savoir qu'il ne faisait pas de politique et qu'il continuerait à ne pas en faire ! Cet homme qui prophétise la fin de la planète à cause du moteur des voitures des pauvres possède neuf véhicules : six voitures, une moto, un bateau, un scooter. Détaillons : une grosse cylindrée BMW, une Volkswagen, un Peugeot Boxer, autrement dit un petit camion, un très polluant Land Rover, une vieille 2 CV qui pollue comme autrefois et un autre véhicule non précisé. Son bateau est à moteur, sa moto BMW n'est pas à voile et son scooter, parce qu'il est électrique, fonctionne à l'énergie nucléaire – donc avec l'aide des centrales atomiques... Il comprend bien la misère des gens (ça, c'est pour rester dans le Top 10 des Français préférés à choisir dans une liste de dix noms de Français préférés...), mais il comprend mieux encore la misère de la planète. Faut-il lui rappeler, à monsieur l'ex-ministre, qu'une infime partie seulement des taxes prélevées sur le plein d'essence des Français pauvres ira à la transition écologique ?

Que deviendra le restant⁹ ? Il servira à équilibrer le budget exigé par l'État maastrichtien. Après avoir fait des cadeaux aux riches et s'être ainsi privé des ressources de l'impôt sur la fortune, le président Macron doit bien prendre de l'argent quelque part, d'où le racket sur les pompes à essence : ce sont en effet les pauvres qui paient à la place des riches – on comprend que les riches et leurs amis éditorialistes et journalistes qui mangent dans les restaurants où l'on croise Gérard Darmanin aient intérêt à expliquer en long en large et en travers que ces salauds de pauvres sont assimilables aux ligueurs fascistes de 1934 !

La semaine s'est donc terminée avec la manifestation des Champs-Élysées. On a vu combien le pouvoir et la presse, le pouvoir de la presse et la presse du pouvoir, ont passé leur temps à discréditer le mouvement. Il y eut un moment de vérité sidérant sur BFM où un journaliste a clairement commenté les chiffres donnés par Castaner : « Ces chiffres sont ceux du ministère, a priori [sic] il n'y a aucune raison de les contester » ! Il était 18 h 30, il fallait siffler la fin de la récréation : la journée fut donc bel et bien une affaire d'extrémistes de droite et de gauche. Comme les médias et les politiciens ont abondamment usé de l'élément de langage « extrême droite » et qu'on ne sait plus comment nommer la véritable extrême droite, on se met désormais à parler d'« ultra-droite » ! La journée avait donc été une journée parisienne de violence à cause de l'ultra-droite elle-même pilotée par l'extrême droite. C'était donc encore un coup du maréchal Pétain – BHL nous avait prévenus...

Pour ma part, je n'ai jamais eu confiance dans les chiffres donnés par le ministère de l'Intérieur ou par les organisateurs des manifestations. Castaner ose tout, c'est d'ailleurs à ça qu'on le reconnaît. S'il avait pu dire qu'il y avait eu cent trente personnes dans toute la France, et ce sur vingt-sept ronds-points seulement, il l'aurait fait... Il y a mis les formes et donne un comptage à la dizaine près sans imaginer une seule seconde que pareil détail prouve que le chiffre est faux...

⁸ <https://www.arretsurimages.net/articles/marianne-ses-tres-hauts-salaires-et-sa-delegee-syndicale-poussee-vers-la-sortie?id=4304>

⁹ https://www.lepoint.fr/economie-ou-vont-les-recettes-des-taxes-09-11-2018-2270172_28php#

6

L'insurrection, et après ?

À l'heure où j'écris, ce qui advient avec les Gilets jaunes ressemble à s'y méprendre aux prémices d'une révolution. L'histoire de la Révolution française, mais aussi celle des autres révolutions, intéresse le libertaire que je suis parce qu'on peut y pointer le moment où la générosité qui préside à un mouvement pour plus de dignité et d'humanité se trouve récupéré par quelques autoritaires qui détournent l'impulsion originelle afin d'assurer leur pouvoir personnel. Ils évincent alors les auteurs ayant initié la dynamique : les gens modestes, les pauvres, les petits, les sans-grade, les sans-dents comme il fut dit un temps par un qui se disait socialiste et, hélas ! suivant la jurisprudence 1983, l'était bel et bien !

Prenons 1789. La Révolution française n'eut pas lieu tout de suite, contrairement aux résumés distribués par le catéchisme laïc, avec une revendication républicaine d'abolition de la monarchie dans l'objectif avoué de réaliser la Liberté, l'Égalité et la Fraternité ! Pour la vulgate, il y aurait eu un avant 14 Juillet avec les ténèbres, un roi faible, une reine frivole et vendue à l'étranger, un régime esclavagiste, puis, après la Révolution, un moment de lumière avec des dirigeants républicains ayant offert la dignité à tous ! Lors de la prise de la Bastille, rappelons-le, Robespierre, Marat et Danton sont monarchistes et ils vont le rester deux bonnes années. L'insurrection de 1789 ne s'effectue pas pour les idées de Liberté, d'Égalité et de Fraternité, mais pour des revendications concrètes portées par ceux qu'on appelle les Enragés – les Gilets jaunes de l'époque... Ils veulent du pain pour leur famille, du lait pour leurs enfants et du savon pour se laver. Les prix sont trop élevés, les accapareurs et les agioteurs profitent du désordre pour les augmenter, les Enragés veulent les plafonner. Ils n'ont aucun souci de faire chuter la monarchie ou d'en penser les modalités constitutionnelles, ni même de proposer un changement de régime ! La démocratie directe avec le contrôle des représentants proposés par les Enragés ne date pas de juillet 1789.

À cette époque, les sans-culottes, une autre modalité de la revendication populaire, évoluent eux aussi sur des terrains très concrets et nullement idéologiques. Ils n'ont que faire des débats intellectuels et de savoir s'il faut préférer le *Contrat social* de Rousseau à *l'Esprit des lois* de Montesquieu : ils veulent améliorer leur vie quotidienne qui est faite de misère et de pauvreté, de faim et de froid, de chômage et de précarité.

Il n'est d'ailleurs pas sans raison que ce petit peuple révolté soit lui aussi qualifié par son vêtement : ils ne portent pas la culotte et les bas des bourgeois (ou de l'aristocrate Robespierre, qui est le grand homme de la bourgeoisie et n'oublie jamais de porter la perruque poudrée de sa caste...), mais le pantalon à rayures bleues et blanches. Les Gilets jaunes eux aussi arborent un attribut vestimentaire qui, certes, est celui des automobilistes en détresse, mais aussi, on a tendance à l'oublier, celui des travailleurs de l'extérieur qui ont besoin de signaler leur présence sur les chantiers ou dans les rues afin de ne pas se faire tuer par des engins de travail ou des automobilistes. Le gilet jaune, c'est le costume du

travailleur qui ne porte pas de cravate : le maçon et le balayeur, le menuisier et l'employé de la voirie...

Au commencement, toute révolution est insurrection. La prise de la Bastille est emblématique de cette vitalité révolutionnaire : on attaque le symbole du pouvoir. Qui niera que les Champs-Élysées, lieu de parade des puissants, soit un lieu éminemment symbolique pour ceux qui regardent à la télévision le pouvoir y passer, s'y montrer, s'y exhiber et qui le subissent sans jamais l'exercer ? On y voit en effet, au choix, les défilés militaires lors de la parade anniversaire de ce fameux 14 Juillet ; la tribune des chefs d'État invités par la France – jadis Kadhafi ou Bachar El Assad, récemment pour le centenaire de la fin de la Première Guerre mondiale Trump, Erdogan, Merkel ou Poutine et un paquet d'autres huiles ; les bus de l'équipe de football quand elle décroche la Coupe du monde ; le convoi funéraire de Johnny Hallyday, fiscalement domicilié aux États-Unis ou en Suisse, mais néanmoins salué par les trois derniers présidents de la République, le quatrième n'étant plus en état de le faire¹ mais qui, sinon, y serait également allé. C'est aussi l'artère qui conduit le chef d'État nouvellement élu de la place de la Concorde, où ont été décapités le roi et la reine, ce qui marque la fin de la monarchie, à l'Arc de Triomphe, un bâtiment qui est d'abord là pour signifier les victoires de Napoléon, certes, mais aussi et surtout la fin de la Révolution française sifflée par ce Jacobin corse avec son coup d'État du 18 Brumaire. Avec ce putsch, Napoléon assure aux bourgeois que la Révolution est finie et qu'ils peuvent désormais jouir tranquillement des biens confisqués au clergé, devenus biens nationaux, et achetés par eux parce qu'ils avaient de quoi les acquérir – au contraire des pauvres... Les Champs-Élysées racontent en raccourci comment naît, vit et meurt une révolution : de la guillotine robespierriste en bas, où le sang a été versé par les Jacobins de 1792 et 1793 pour abolir la royauté, à l'Arc de l'empereur en haut, qui a mis fin à la Révolution et renvoyé les petites gens à leur condition de misérables (quand ils ne mouraient pas sur les champs de bataille de ses guerres de conquête par centaines de milliers...), c'est un résumé de ce qui ne doit pas arriver, mais qui menace si d'aventure les GJ ne se structurent pas.

Car, s'ils ne s'organisent pas, d'autres organiseront pour eux et, c'est certain, les GJ deviendront les plaideurs de la fable de La Fontaine, ils n'auront plus que leurs yeux pour pleurer : l'insurrection aura fait le jeu de Mélenchon ou de Le Pen, autrement dit de ces gens du système, car, même s'ils font carrière dans la critique du système, ils en font partie – le très longtemps sénateur socialiste Mélenchon en ayant voté oui à Maastricht, qui est le péché originel expié ces temps-ci dans les rues ; et Marine Le Pen en ayant hérité de la boutique paternelle qu'elle fait fructifier de façon familiale entre Montretout et bamboula. L'un et l'autre avec leurs troupes dirigeantes sont gens à cravate, même et surtout quand ils affectent de n'en pas porter !

Comment s'organiser ? Il faut éviter la solution jacobine car, pour cette engeance centralisatrice et parisienne qu'est le jacobin, tout pouvoir procède d'une figure unique qui elle-même s'inspire du roi. Précisons que, lors des dernières présidentielles, tous les candidats étaient jacobins. Ceux qui parlaient de girondinisme le faisaient pour rire – Raffarin ou Juppé par exemple... –, dans la perspective que, dans leurs régions gouvernées comme des fiefs féodaux, ils pourraient continuer à disposer d'un pouvoir semblable à celui des monarques. Or la Gironde n'est pas multiplication des rois en régions ou dans les départements, voire dans les communes, ce serait pure sottise, mais réellement pouvoir

régional en régions, départemental dans les départements, communal dans les communes. En revanche, c'est le pouvoir exercé par ceux sur lesquels il s'exerce avec révocabilité des élus. En effet, ces derniers ne devraient pas être des titulaires du pouvoir de droit divin mais des mandataires auxquels l'électeur peut reprendre sa délégation à tout moment dans le cas où la parole est peu, pas ou mal portée. Le pouvoir ne doit plus être une sinécure personnelle et doit redevenir une obligation contractuelle. L'élu est l'obligé de qui le mandate et non son parasite.

Le marxisme-léninisme est la forme aboutie du jacobinisme. N'oublions pas que cette idéologie reste l'horizon intellectuel de Mélenchon et de sa garde rapprochée. La dictature du prolétariat préconisée par Marx dans le texte a été réalisée par Lénine, puis par Trotski, puis par Staline. Je ne fais pas de distinctions entre ces trois modalités d'une même dictature. Elle a été dictature sur le prolétariat plutôt que dictature du prolétariat. Le nier, c'est prendre le parti du goulag.

Dans l'aventure des Gilets jaunes, les néo-marxistes-léninistes sont embusqués : ils sont passés à côté des débuts de l'insurrection qu'ils ont même, pour tel ou telle, je songe à Clémentine Autain, regardée avec un certain mépris. Depuis qu'ils sont arrivés quatrièmes à la présidentielle et très mauvais perdants, ils ont raté la convergence des luttes ; ils n'ont pas réussi à fédérer lors de manifestations qu'ils voulaient grandioses ; ils perdent des points dans les sondages ; ils accumulent les scandales d'argent et d'affaires, de népotisme et de passe-droits qui touchent l'un ou l'autre dans leur camp.

Or ce grand petit peuple a réalisé tout seul ce que ces politiciens professionnels ne sont pas parvenus à faire avec beaucoup d'argent, des communicants, des experts, des salariés, et même des autoentrepreneurs... Aujourd'hui, disons-le de façon métaphorique, les néorobespieristes remontent la foule en direction des premières places du cortège...

À droite, Marine Le Pen offre une autre version de ce même jacobinisme. Elle croit au chef charismatique, certes elle sollicite le référendum sur les questions sociétales mais, sans la pédagogie qui le prépare, le référendum, auquel je tiens comme exercice de démocratie directe, est un plébiscite du chef plus qu'une expression démocratique. En nos temps d'inculture politique et civique généralisée, la démocratie plébiscitaire s'avère l'une des modalités de la tyrannie – celle de l'opinion que ne construit plus l'école qui fut jadis républicaine, mais que fabriquent aujourd'hui les médias dominants et les contre-médias tout aussi insoucieux de vérité, de réalité, de justice et de justesse les uns que les autres. Condorcet a déjà expliqué en son temps combien la démocratie sans éducation rendait toute élection problématique.

Ces deux modalités du jacobinisme que sont Mélenchon et Le Pen n'ont pas été plus claires l'une que l'autre sur la question de la souveraineté nationale : on les comprend car ces professionnels de la politique sont obsédés par leur boutique et il s'agit toujours pour eux de ne pas effrayer les électeurs potentiels. Or, les choses sont simples : faut-il oui ou non rester dans la configuration de l'Europe libérale qui empêche les décisions nationales en faveur des citoyens les plus pauvres ? Doit-on garder l'euro, monnaie unique, en sachant qu'il ne permet pas de mener une politique économique autonome, ce qu'en revanche permettrait une monnaie commune ? En fait, si l'on y regarde de plus près, l'un et l'autre ont déjà tranché à leur manière : Mélenchon en évinçant de son staff Djordje Kuzmanovic et François Cocq qui défendaient une ligne clairement souverainiste, et Marine Le Pen en

agissant de la même manière avec Florian Philippot qui campait sur des positions semblables.

Dès lors, faute de recouvrer notre souveraineté politique, on ne peut pas dire qu'on soutient les revendications des GJ puisque celles-ci ne pourraient être satisfaites tant que la France restera dans la configuration de l'État maastrichtien.

La souffrance de ce peuple en jaune explose après un quart de siècle de privations imposées à ces laborieux qui n'en peuvent plus de la misère et de la pauvreté qu'on leur inflige au nom des critères de l'Europe, qu'ils soient économiques, fiscaux, monétaires ou écologiques.

Car, dans cette aventure, Macron mène la politique de l'Europe et non celle de la France, ce qui, de facto, lui interdit toute marge de manœuvre politique nationale. Il y a peu, dans (2 décembre 2018), Aurélien Taché, député La République en marche, a dit tout haut ce que Macron pense tout bas : « Le fait de transférer une grande partie de la souveraineté nationale au niveau européen, c'est le cœur de ce qu'on proposera aux élections européennes, ça c'est très clair » – c'est très clair en effet...

Macron prend prétexte de sauver la planète pour serrer la ceinture des pauvres (tout en desserrant celle des riches dispensés d'impôt sur la fortune) afin de les soumettre à la règle maastrichtienne des 3 %. Mais il s'agit moins pour lui de sauver la planète que de sauvegarder l'Europe libérale, une espèce en péril – sinon, pourquoi ne pas taxer les supertankers, les avions de ligne, les aéronefs commerciaux, les paquebots de croisière, les entreprises qui polluent, les constructeurs automobiles ayant fraudé sur leurs émissions de carbone, plutôt que l'infirmière qui effectue ses visites en campagne ?

Dès lors, quiconque croit pouvoir répondre favorablement aux demandes des GJ sans envisager une sortie de l'Europe maastrichtienne ment éhontément : les Républicains et le Parti socialiste, la France insoumise et le Rassemblement national, le Modem et le Parti communiste français sont à mettre dans le même sac. Il n'y a donc aucune raison de faire confiance à cette classe politique jacobine, parisienne, mondaine, partidaire qui se trouve à l'origine du malaise qu'elle prétend désormais vouloir combattre... si on l'installe à nouveau au pouvoir ! On ne peut créer les conditions du chaos depuis des décennies puis vouloir y mettre fin avec la politique qui a causé ces dégâts !

Par ailleurs, je comprends que les GJ aient des réactions épidermiques avec les porte-parole autoproclamés, qu'ils évincent tel ou tel parce qu'il est journaliste ou bien parce qu'il est encarté dans un parti ou un syndicat, qu'ils réprimandent celui ou celle qui ne s'autorise que de lui-même pour parler au nom des autres : ceux qui ont fait profession de justifier le système depuis vingt-cinq ans ne sont pas crédibles pour guérir la maladie qu'ils ont consciencieusement inoculée. Qu'ils laissent la place ! Qu'un authentique dégagisme voie le jour qui renvoie à la retraite les professionnels de l'État maastrichtien – partis politiques et syndicats, journalistes et intellectuels du système, ainsi que tous les voyageurs de commerce de cet idéal populicide qui a mis tous ces gens dans la rue quand l'épuisement s'est pour eux trouvé maximal.

Que faire ? S'il faut éviter la solution jacobine, il faut également éviter la solution spontanéiste : du chaos il ne sort que plus de chaos encore, mais jamais un ordre nouveau. Ceux que l'on nomme les casseurs et qui signent leurs forfaits avec des slogans sans ambiguïté, notamment avec des sigles comme celui du A dans un cercle, qui est clairement

la signature anarchiste, ne partagent pas les intérêts de ce petit peuple malheureux. Leur sociologie est celle des urbains cultivés et surdiplômés, politisés et organisés. La source de leur révolte est bien plutôt dans le gauchisme culturel de Giorgio Agamben ou de Toni Negri (un fervent partisan du oui au traité constitutionnel européen d'ailleurs...), que dans l'impossibilité d'acheter des cadeaux à leurs enfants au prochain Noël...

J'ouvre une parenthèse pour signaler que j'ai entendu une journaliste commenter le A dans son cercle de l'anarchie tagué sur l'Arc de Triomphe en disant qu'il était la signature des antifas. Parfait ! Tout va bien, car ce sont donc des amis politiques des médias du système, puisqu'ils sont censés lutter contre le fascisme casqué, armé, botté, militarisé – celui de Marine Le Pen bien sûr ! Or, pour l'heure, s'il est bien des gens armés, casqués, bottés, militarisés, ils semblent plutôt se trouver chez ces prétendus antifascistes que du côté des GJ dont il est facile de revêtir le vêtement pour commettre des forfaits, d'autant plus que le pouvoir et les médias de l'État maastrichtien n'attendent que cela pour stigmatiser le mouvement.

Cette anarchie-là n'est pas la mienne. C'est celle de l'idéaliste hégélien Bakounine qui croyait (comme un libéral dans sa candeur...) que la liberté de la révolte accoucherait naturellement de la révolution comme en sortant de la cuisse de Jupiter ! Laissez faire les repris de justice et les artistes, les poètes et les fous, les chômeurs et les clochards, écrit-il dans *L'Empire knouto-germanique et la Révolution sociale*, et de leur colère naîtra comme par enchantement un nouvel ordre révolutionnaire ! Il faut sacrément ignorer la nature humaine pour penser l'anarchie d'une façon aussi simple, sinon simpliste, pour tout dire infantile ou adolescente... La violence n'est pas accoucheuse de l'Histoire : elle l'est surtout de la violence ! L'Histoire est ensuite construction, et l'on peut construire ailleurs sans avoir besoin de détruire ici.

Comment faut-il s'y prendre pour construire ailleurs sans avoir besoin de détruire ? En tournant le dos à l'idéalisme allemand du Russe Bakounine et de ses émules qui croient aujourd'hui que le pavé lancé sur les forces de l'ordre et l'incendie des voitures, le cocktail Molotov balancé sur les CRS et la fronde pour leur envoyer des boulons, le taguage des bâtiments historiques et le pillage des boutiques de souvenirs, la destruction des vitrines des magasins de luxe ou le ravage des terrasses de café, la barre de fer et la batte de base-ball, tout cela sert à accélérer l'instauration de la justice sociale. C'est une pensée courte, simpliste et simplette, car cette violence ne contribue pas à l'avènement du Grand Soir, mais juste à la riposte violente du pouvoir qui s'en trouve d'autant légitimé qu'il invoque la protection des citoyens, sans parler de ses grandes tirades médiatiques sur la République, la démocratie et la liberté en danger...

Pour trouver une issue politique à cette insurrection inédite, il faut réactiver quelques propositions du socialisme libertaire de Proudhon : il estimait que la Révolution française avait accouché de beaux principes, certes, bien sûr, évidemment, mais de rien qui soit utile à ceux qui voulaient du pain pour leur famille ; il détestait le sang et la Terreur, le Tribunal révolutionnaire et Robespierre, la guillotine et le gouvernement révolutionnaire ; il n'aimait pas Marx et avait prévu que son système déboucherait sur un régime autoritaire – ce qui fut le cas quelques décennies plus tard ; il n'était pas communiste et refusait d'ailleurs cette idée avec vigueur, car il souhaitait étendre la petite propriété privée au plus grand nombre ; il ne se gargarisait pas de grands mots et de belles idées, car ce fils de tonnelier qui fut

bouvier savait ce qu'était le peuple, il en venait, au contraire de Marx dont le père était avocat ; il a construit son socialisme libertaire de façon pratique et concrète, anti-autoritaire et non violente.

Nulle cité radieuse ou nul lendemain paradisiaque chez lui : il souhaite réaliser un ordre libertaire et, pour ce faire, il invite à une organisation rigoureuse : son anarchie est le contraire du désordre ! C'est un autre ordre : celui de la justice. Dans *Théorie de la propriété*, un ouvrage de sa fin de vie qui fut courte, il théorise cette organisation libertaire et pense la nécessité d'un État libertaire. Pour éviter le double écueil du capitalisme sauvage, qui crée les inégalités et l'exploitation, et du socialisme autoritaire, qui produit l'oppression et la misère (n'est-ce pas notre actualité ?), il propose l'autogestion, le mutualisme, la fédération, la coopération, l'une comme l'autre dans l'organisation et sans violence.

L'organisation non violente : voilà ce que les GJ devraient faire pour éviter les écueils qui se profilent : à savoir la récupération par les jacobins et les professionnels de la politique, ou bien le basculement dans le chaos spontanéiste, l'une comme l'autre signifiant à coup sûr la mort de cette énergie insurrectionnelle.

Proudhon ne donne pas les clés du pouvoir aux intellectuels – il ne le faut jamais ! Robespierre en était un, Lénine, Staline et Trotski aussi, Mao et Pol Pot également – ce dernier avait étudié à la Sorbonne, aimait Rousseau et Sartre... Il les donne à ceux sur lesquels le pouvoir doit s'exercer : la démocratie représentative française, chacun l'a constaté depuis des années, ne représente plus que les intérêts d'une bourgeoisie qui a détourné la lettre de la Ve République au profit de l'esprit maastrichtien – quinquennat, cohabitation, usage du 49.3, refus de la proportionnelle... Le verrouillage idéologique et politique fait désormais de l'Assemblée nationale et du Sénat deux Chambres d'enregistrement de la volonté du chef de l'État. Si ce dernier est au service du peuple, c'est la meilleure des choses ; s'il veut le peuple à son service, c'est la pire ! Ces deux instances extrêmement coûteuses en impôts perdent leur temps dans d'infinis amendements qui dénaturent les projets afin de parvenir à un statu quo : droite ou gauche, peu importe, il faut que les libéraux de droite et de gauche gouvernent chacun leur tour – Mitterrand et Chirac, Sarkozy et Hollande, puis Macron qui, peu ou prou, question de style, ont mené la même politique... Pendant ce temps, la droite et la gauche non libérales font de la figuration, protestent, se font voir et entendre, existent médiatiquement, tombent la cravate et la veste en estimant qu'elles ont ainsi tout dit, puis roulent carrosse et mènent la belle vie aux frais du contribuable !

Les GJ gagneraient à réactiver cette démocratie directe à laquelle Proudhon aspirait : c'est une question de vie ou de mort pour eux car ils sont nombreux, pas forcément là où on le croit, les charognards qui attendent le pourrissement, la décomposition, la fin, la disparition, la mort de ce mouvement sur lequel ils ne peuvent rien. Il n'est qu'à regarder les commentaires de la classe politique, médiatique et intellectuelle...

Concrètement : le principe susceptible d'être activé est celui de la coordination et de la coopération. À l'ère d'Internet et des réseaux sociaux, le dispositif est facile à mettre en place. Il permet à la base, sur le lieu de chaque présence des GJ, rond-point ou route, bretelle d'accès ou parking de supermarché, dépôt ou entrée de magasin, lycée ou usine, village et commune, de constituer un collectif qui s'exprime là où il est. Ces collectifs

doivent se fédérer et ces fédérations doivent se fédérer elles aussi afin d'élire des représentants. Chaque délégué est un élu soumis au mandat impératif : il porte le message d'un groupe et ne parle pas pour lui ; il donne voix au collectif dont il formule la parole : il est le ventriloque du groupe. Là où il est, quand il parle, il doit être vu et entendu par ceux qui, en fonction de leur faculté à représenter véritablement, ou pas, lui conserveront ou lui retireront son mandat.

Le principe est simple, la mise en œuvre plus difficile : il ne faut pas sous-estimer les effets pervers de ces logiques – l'activation de la testostérone de quelques-uns qui accèdent à la lumière médiatique et les risques de dérapages ; le rabattage du problème politique général sur une histoire particulière, fût-elle émouvante et touchante, concrète et pourtant pédagogique ; la stratégie médiatique qui consiste à choisir le moins déluré des GJ pour en faire une figure emblématique du mouvement et le mettre en lumière pour générer du discrédit ou de la pitié ; le mandat donné à qui n'est pas capable de porter la parole collective intellectuellement ou verbalement, psychologiquement ou humainement ; le danger du noyautage par tel ou tel beau parleur qui roulerait en sous-main pour des syndicats ou des partis politiques, sinon pour le pouvoir qui a intérêt à installer le ver dans le fruit – il existe des gens dont c'est d'ailleurs le métier et qui sont depuis toujours payés par l'État pour effectuer ce genre de travail...

Voici donc un dispositif, une machine : elle ne peut fonctionner sans se mettre au service de revendications respectables – il faut viser plus de justice sociale. Toutes sont légitimes pourvu qu'elles visent à rendre leur dignité aux victimes de l'État maastrichtien.

Le principe du cahier de doléances est une bonne chose : il faut élire des rédacteurs capables de mettre en mots les revendications esquissées et remontées en réseau sur l'intranet des GJ. On néglige trop les leçons données par les cahiers de doléances de la Révolution française : mieux que les États généraux, ils parlaient de choses très concrètes, ce qui est le fond de toute politique digne de ce nom – et comme c'est le cas avec les GJ...

Enfin, il ne faut pas se tromper d'adversaires : les blocages mettent en péril d'autres travailleurs pour lesquels la vie n'est pas facile non plus, je songe aux petits patrons, aux artisans, aux commerçants, aux employés, aux personnels de santé, et tant d'autres qui relèvent eux aussi d'un genre de condition néoprolétarienne. Ils ne doivent pas payer une dette qui n'est pas la leur. La faillite des gens modestes, la fermeture de petites unités industrielles ou commerciales, de production ou d'artisanat ne sont pas souhaitables. C'est faire fausse route.

Il faut au contraire s'appuyer sur le savoir-faire technique ou fiscal, commercial ou juridique, intellectuel ou informatique de ces catégories socio-professionnelles afin d'augmenter la puissance du mouvement par l'effet dynamique de son organisation. Des coordinations sont nécessaires afin d'éviter que des travailleurs modestes occasionnent la chute et la mort de travailleurs un tout petit peu moins modestes qu'eux. Dans la logique de la lutte des classes, l'ennemi n'est pas dans le camp des plus ou moins modestes que soi, mais dans celui d'en face où se trouvent les véritables puissants dont la peur et la haine sont palpables. Il y a peu, Emmanuel Macron travaillait dans une banque d'affaires qui est la leur.

À défaut d'organisation, les GJ auront été un feu de paille. L'histoire des révolutions l'enseigne – il n'est qu'à lire ou à relire *La Ferme des animaux* d'Orwell : l'énergie rebelle

des premiers temps insurrectionnels risque de se faire capter, détourner et renverser par les professionnels de la politique et du pouvoir.

On peut ainsi se référer aux révolutions du Printemps arabe qui, faute d'organisation, de coordination, de programme commun, mais surtout d'unité et, pour tout dire, de fraternité, ont bien mis à bas des régimes tyranniques, mais pour laisser la place à des régimes autoritaires d'un autre style.

Macron en appelle aux corps intermédiaires afin qu'ils invitent les GJ au calme – les syndicats, les partis politiques et le patronat. Le masque tombe. Le chef de l'État, qui est de moins en moins chef d'un État de plus en plus résiduel, prouve ainsi deux choses : le pouvoir lui échappe et le président se retourne vers ses alliés naturels que sont les officiels de la représentation du système – les ficelles de la très vieille politique politicienne... Le pouvoir qu'il a perdu se trouve désormais dans la rue. Ce président de la République ne peut plus sortir, il est hué dans la rue, son convoi officiel est bloqué au Puy-en-Velay où il est pourtant venu incognito. Sa légitimité est contestée. Peut-être sont-ils désormais plus nombreux, les citoyens qui auraient enfin compris l'utilité d'instrumentaliser la famille Le Pen pendant des années afin de la faire parvenir au second tour tout en la criminalisant, de sorte que l'élection du second tour soit jouée le soir du premier et que, comme par hasard, l'électeur berné ait le choix entre le diable prétendument fasciste et le bon Dieu libéral réellement maastrichtien ! Ces derniers temps, ce genre de bon Dieu est subclaquant.

Le roi est nu. La chose est désormais vue et sue. Elle l'est même, sue et vue, de façon planétaire grâce aux télévisions du monde entier. Jupiter a vécu. Qu'on se souvienne de ce que j'ai jadis nommé dans un livre le principe de Gulliver : Gulliver peut être terrassé et anéanti par les lilliputiens, autrement dit, les nains peuvent avoir raison d'un géant, disons-le d'une autre façon encore, les Gilets jaunes ont potentiellement les moyens d'abolir Macron qui n'est que le faux nez du système : il suffit pour ce faire d'un programme commun, d'une fraternité d'action, d'une méthode avec une stratégie (que veut-on ?) et une tactique (comment s'y prend-on pour y parvenir ?), enfin, d'une volonté.

Le programme commun s'élabore avec les comités fédérés ; la fraternité d'action surgit à l'occasion de la mise en place de ces comités ; la méthode est celle de la coopération libertaire qui suppose le mandat impératif afin de désigner des représentants, puis une fédération de ces représentants avec une fédération de fédérations afin de disposer d'un comité directeur révocable lui aussi ; la stratégie vise l'alternative à la démocratie représentative par l'instauration d'une démocratie directe ; la tactique pour y parvenir consiste à ne rien lâcher dans l'action revendicative, puis à multiplier les actions de façon ciblée, tout en se désolidarisant des violences et en les empêchant. La volonté est là : elle est jaune vif.

Macron qui, non sans arrogance juvénile, voulait tous les dégager et a cru y parvenir semble lui aussi prendre la vague qu'il a initiée. C'est la jurisprudence du boomerang... Ironie du sort, il voulait faire de la politique autrement : ce pourrait bien être le programme de ceux qui ne veulent plus de lui et de ses semblables. Ce si jeune Jupiter nous apparaît dès lors vraiment pour ce qu'il est : vieux, terriblement vieux...

